

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT **2024**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

**ORGANISME DE GESTION DES ECOLES CATHOLIQUES
DE CHALLANS – PRIMAIRES ET MATERNELLES
COLLEGE SAINT-JOSEPH**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

55, boulevard Jean XXIII
CHALLANS (Vendée)

**ORGANISME DE GESTION DES ECOLES CATHOLIQUES
DE CHALLANS - PRIMAIRES ET MATERNELLES
COLLEGE SAINT-JOSEPH**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
55, boulevard Jean XXIII
CHALLANS (Vendée)

Exercice clos le 31 août 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux membres de l'Association de l'OGEC du Collège Saint-Joseph,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association **L'ORGANISME DE GESTION DES ECOLES CATHOLIQUES DE CHALLANS - PRIMAIRES ET MATERNELLES – COLLEGE SAINT-JOSEPH** relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes notamment assurés de la prise en compte et de l'utilisation des subventions d'investissement notifiées au titre de l'exercice, ainsi que de leur correcte comptabilisation.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

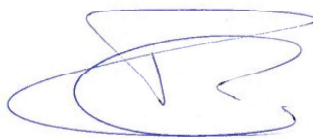
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon
le 2 décembre 2024
Le Commissaire aux comptes



Groupe Y – BOISSEAU
ROMAIN GRIMAUD

O.G.E.C. DE CHALLANS
PRIMAIRES ET MATERNELLES
COLLEGE SAINT-JOSEPH

Exercice clos le 31 août 2024

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

OGE C CONSOLIDE

Nomenclature 2020 & PCG

Nomenclature 2020 & PCG

ACTIF		EXERCICE 2023-2024 (selon ANC 2018-06)			Année 2022-2023(selon ANC 2018-06)
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Dotations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	19 260	13 658	5 602	7 970
	- Autres Immobilisations Incorporelles	3 552	-	3 552	3 552
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22 812	13 658	9 154	11 522
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains	37 252	37 252	-	-
	- Constructions	23 164 249	12 547 657	10 616 592	11 120 394
	- Installations techniques, matériel et outillage	1 874 987	1 641 360	233 626	274 496
	- Autres Immobilisation Corporelles	2 245 866	1 764 549	481 317	471 692
	- Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	23 174
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 322 354	15 990 818	11 331 536	11 889 756
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	45	-	45	30
	- Prêts	52 152	-	52 152	55 078
	- Autres Immobilisations financières	1 723	-	1 723	1 723
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	53 920	-	53 920	56 831
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	27 399 085	16 004 476	11 394 610	11 958 109
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	10 229		10 229	11 078
	CREANCES :			-	-
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 055	9 366	3 689	5 035
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	603 048	-	603 048	433 275
	TOTAL CREANCES	616 103	9 366	606 737	438 310
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	280 000,00	-	280 000	-
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	2 299 153		2 299 153	2 242 924
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	117 925		117 925	158 964
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	3 323 410	9 366	3 314 044	2 851 275
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-		-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-		-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-		-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	30 722 495	16 013 841	14 708 654	14 809 384

BILAN PASSIF
OGE C CONSOLIDE

		Nomenclature 2020 & PCG	Nomenclature 2020 & PCG
PASSIF		EXERCICE 2023-2024 (selon ANC 2018-06)	EXERCICE 2022-2023 (selon ANC 2018-06)
F O N D S A S S O C I A T I F S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	202 974	202 974
	Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	202 974	202 974
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
	RESERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	-	-
	Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	-	-
O V I S I O N	REPORT A NOUVEAU	6 046 364	5 972 009
	RESULTAT DE L'EXERCICE	188 010	74 355
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	6 437 347	6 249 338
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	1 248 334	1 220 624
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	7 685 682	7 469 962
	FONDS REPORTE S E DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	3 444	-
	Fonds dédiés	1 049 103	723 426
	TOTAL FONS REPORTE S ET DEDIES (II)	1 052 548	723 426
O V I S I O N	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	-	-
	Provisions pour charges	196 353	177 170
	TOTAL PROVISIONS (III)	196 353	177 170
D E T T E S	DETTES		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	5 431 248	6 065 886
	Emprunts et dettes financières diverses	5 341	6 057
	Avances et acomptes reçus	6 327	3 870
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	132 335	121 490
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	117 911	214 728
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	43 614	5 060
	Autres dettes	14 249	14 964
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	23 046	6 771
	TOTAL DETTES (IV)	5 774 071	6 438 826
	Ecart de conversion passif (V)	-	-
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	14 708 654	14 809 384

COMPTE DE RESULTAT OGEC CONSOLIDE

01/09/2023 - 31/08/2024

Nomenclature 2020 & PCG Nomenclature 2020 & PCG

	Exercice 2023-2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2022-2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	42 551	41 243
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	2 723 707	2 911 534
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 630 825	2 440 803
Versi Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible	0	0
Ress Ressources liées à la générosité du public	4 630	0
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	15 679	13 459
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	92 709	45 280
Utilisations des fonds dédiés	66 169	63 785
Autres produits	11 865	4 479
TOTAL I	5 588 136	5 520 583
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	33 057	31 499
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	2 377 114	2 518 434
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	153 644	141 374
Salaires et traitements	1 445 426	1 362 973
Charges sociales	505 418	449 138
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 003 084	1 054 905
Dotations aux provisions	34 442	39 912
Reports en fonds dédiés	3 444	0
Autres charges	5 426	5 554
TOTAL II	5 561 057	5 603 788
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	27 079	-83 205
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	21 173	5 326
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	27 773	5 326
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	84 266	97 913
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	84 266	97 913
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-56 493	-92 588
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-29 414	-175 792
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	5 763	12 574
Sur opérations en capital	238 200	242 374
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert	0	0
TOTAL V	243 962	254 948
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 692	4 100
Sur opérations en capital	22 167	15
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	25 858	4 116
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	218 104	250 832
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	679	686
Total des produits (I + III + V)	5 859 871	5 780 857
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 671 859	5 706 503
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	188 011	74 354
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0

SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, population scolaire et effectif
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Fonds propres
- 5) Subventions d'investissement
- 6) Provisions
- 7) Fonds dédiés

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations
- 2) Informations sur les concours publics et les subventions
- 3) Honoraires des commissaires aux comptes
- 4) Rattachement des charges et des produits de l'exercice

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Engagements financiers donnés et reçus
- 2) Engagements pris en matière de crédit-bail
- 3) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

TABLERAU I	Tableau des mouvements des immobilisations
TABLERAU II	Tableau des mouvements des amortissements
TABLERAU III	Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
TABLERAU IV	Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
TABLERAU V	Tableau de variation des fonds propres
TABLERAU VI	Tableaux de suivi des subventions d'investissement
TABLERAU VII	Tableau des mouvements des provisions
TABLERAU VIII	Tableau des mouvements des fonds dédiés
TABLERAU IX	Tableau de détail des concours publics et subventions

PRECISIONS SUR LES RUBRIQUES DE L'ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES

1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, population scolaire et effectif :

- Désignation de l'Association :

OGEC Challans
55 Bd Jean XXIII
85300 Challans

L'association regroupe le collège St Joseph et l'Ogec primaire maternelle de Challans.

- Objet social : L'Association a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, des accords conclus au sein de l'Enseignement Catholique d'autre part, d'assurer juridiquement la gestion d'établissement fondés par l'autorité canonique compétente.
- Nature et périmètre des activités réalisées :

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement primaire : école maternelle, élémentaire	Restauration scolaire Garderie
Enseignement secondaire : collège	Restauration scolaire Etude du soir

- Population scolaire et effectif personnel non enseignant :
Nombre d'élèves sur l'année scolaire 2023/2024: 2 069 élèves
Effectif (personnel non enseignant) : 46 ETP

2) Faits marquants de l'exercice :

- L'Ecole de l'Alliance a subi le 16 octobre 2023, un incendie accidentel. 5 classes ont été impactées par ce sinistre.
- Sinistre lié à l'orage du 24 Août 2023 entraînant des dommages élevés (système sécurité incendie/ contrôle d'accès/ standard téléphonique/ baie de sonorisations).

3) Evènements postérieurs à la clôture :

Une procédure de licenciement pour inaptitude non professionnelle est en cours.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024

2) Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) Changements comptables :

Aucun changement comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commission et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations générales et techniques	10 à 15 ans
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans
Mobilier	5 à 10 ans
Matériel et équipements	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel informatique et reprographie	2 à 5 ans
Logiciels	2 à 3 ans

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).

2) Dépréciations d'éléments d'actif :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

3) Echéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de cinq ans) en application du plan comptable général (art 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

4) Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU V).

5) Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Le tableau de suivi des subventions d'investissement est joint (TABLEAUX VI).

6) Provisions :

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU VII).

Précisions sur les engagements de retraite :

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode rétrospective en tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'association, et d'une actualisation financière.

Les montant des droits acquis pour l'ensemble des salariés OGEC au 31/08/2024 s'élève à 180 805.00€

7) Fonds dédiés :

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Pour les immobilisations amortissables ainsi financées, le montant de l'acquisition est rapporté en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (TABLEAU VIII).

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Le collège collecte les cotisations de l'apæl auprès des familles et les lui reverse.

Les cotisations collectées puis reversées sont comptabilisées dans un compte de tiers, sans impact sur le résultat.

2) Information sur les concours publics et les subventions :

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU IX).

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

3) Honoraires des commissaires aux comptes :

Montant comptabilisé au titre des diligences liées à la mission de contrôle légal des comptes annuels : 9 912.00 €.

4) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

**Charges à payer :*

- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (intérêts courus) : 5 341.32€
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés (FFNP) : 31 510.13€
- Dettes fiscales et sociales : 89 055.65€
- Autres charges (charges à payer) : 14 248.57€

**Produits à recevoir :*

- Subventions à recevoir : 465 451.14€
- Autres produits (produits à recevoir) : 19 111.89€

**Charges constatées d'avance :*

-Charges d'exploitation : 117 925.17€

**Produits constatés d'avance :*

-Produits d'exploitation : 23 046.02€

V. AUTRES INFORMATIONS

1) Engagements financiers donnés et reçus :

- Ogec Primaire et Maternelle :

Emprunt Crédit Mutuel : Caution Association Immobilière du Marais Breton (100%).

- Collège :

Emprunt Crédit Mutuel Restauration: Caution Association Immobilière du Marais Breton (50%) et Département de la Vendée (50%)

Emprunt Crédit Mutuel vie scolaire : Caution Association Immobilière du Marais Breton (50%) et Département de la Vendée (50%)

Emprunt Crédit Mutuel salle de sport : Caution Association Immobilière du Marais Breton (50%) et Département de la Vendée (50%)

2) Engagements pris en matière de crédit-bail :

Néant

3) Contributions volontaires en nature :

L'Ogec a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature dont il bénéficie car le montant n'est pas significatif.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice avant règlement ANC 2018-06	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	19 260					19 260
	Autres immobilisations incorporelles	3 552					3 552
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
	TOTAL I	22 812	0	0	0	0	22 812
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	37 252					37 252
	Constructions						
CORPORELLES	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	23 104 370	335 277		275 398		23 164 249
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 862 839	25 157		13 011		1 874 985
	Installations générales, agencements, aménagements	790 626					790 626
	Matériel de transport	14 796					14 796
	Autres immobilisations corporelles						
	Matériel de bureau et informatique	198 685	66 235		17 049		247 871
	Mobilier	181 718	47 809		1 318		228 209
	Immobilisations corporelles diverses	982 964	5 691		24 291		964 364
	Immobilisations corporelles en cours	23 174	294 613		317 787		0
FINANCIERES	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
	TOTAL II	27 196 426	774 782	0	648 854	0	27 322 354
	Participations et créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	31	15				46
	Prêts et autres immobilisations financières	56 801			2 926		53 875
	TOTAL III	56 832	15	0	2 926	0	53 921
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	27 276 070	774 797		651 780		27 399 087

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	11 290	2 367			13 657
	Autres immobilisations incorporelles					
	TOTAL I	11 290	2 367	0	0	13 657
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains	37 252				37 252
	Constructions					
	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui	11 983 977	839 079	275 398		12 547 658
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 588 344	66 027	13 011		1 641 360
	Installations générales, agencements, aménagements	669 501	31 134			700 635
	Matériel de transport	14 795				14 795
	Autres immobilisations corporelles	116 508	32 571	17 049		132 030
	Matériel de bureau et informatique					
	Mobilier	124 374	15 180	1 318		138 236
	Immobilisations corporelles diverses	771 921	31 225	24 291		778 855
	TOTAL II	15 306 672	1 015 216	331 067	0	15 990 821
	TOTAL GENERAL (I + II)	15 317 962	1 017 583	331 067	0	16 004 478

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	• Incorporelles				
	• Corporelles				
	• Financières				
	Stocks et en-cours				
	Créances clients et usagers (familles, élèves)	3 395	7 665	1 694	9 366
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	TOTAL	3 395	7 665	1 694	9 366
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		7 665	1 694	

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SURETES REELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	45		45
Prêts	52 152	768	51 384
Autres créances	1 723		1 723
Sous-total créances de l'actif immobilisé	53 920	768	53 152
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 055	13 055	
Créances reçues par legs et donations			
Créances sociales et fiscales	478 809	478 809	
Autres créances (à détailler si besoin)	124 238	124 238	
Sous-total créances de l'actif circulant	616 102	616 102	
TOTAL CREANCES	670 022	616 870	53 152

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SURETES REELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 431 247	588 477	2 303 745	2 539 025	
Emprunts et dettes financières divers	5 341	5 341			
Sous-total dettes financières	5 436 588	593 818	2 303 745	2 539 025	0
Dettes fournisseurs	132 334	132 334			
Dettes des legs et donations	0				
Dettes fiscales et sociales	117 911	117 911			
Dettes sur immobilisations	43 614	43 614			
Autres dettes	14 248	14 248			
Sous-total autres dettes	308 107	308 107	0	0	0
TOTAL DETTES	5 744 695	901 925	2 303 745	2 539 025	0

TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU V)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	202 974				202 974
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	5 972 009	74 355			6 046 364
Excédent ou déficit de l'exercice	74 355	-74 355	188 010		188 010
Situation nette (sous-total)	6 249 338	0	188 010	0	6 437 348
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 221 357		263 174	236 197	1 248 334
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	7 470 695	0	451 184	236 197	7 685 682

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VI)

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la clôture de l'exercice
Montant nominal :				
Subventions affectées à des biens non renouvelables				
Subventions affectées à des biens renouvelables	2 553 327	263 174	282 084	2 534 417
TOTAL	2 553 327	263 174	282 084	2 534 417
Quotes-parts virées au résultat :				
Subventions affectées à des biens non renouvelables				
Subventions affectées à des biens renouvelables	1 331 972	236 197	282 084	1 286 085
TOTAL	1 331 972	236 197	282 084	1 286 085
Montant net figurant au passif du bilan	1 221 355	26 977,00	0,00	1 248 332,00

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
PROVISIONS	Risques				
	Pensions et obligations similaires	177 171	18 894	15 260	180 805
	Gros entretien	0	15 548		15 548
	Autres provisions pour charges				
	TOTAL	177 171	34 442	15 260	196 353
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		34 442	15 260	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEBIES (TABLEAU VIII)

FONDS DEBIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation								
Projet ou catégorie de projet 1								
Projet ou catégorie de projet 2								
...								
Contributions financières d'autres organismes								
Prime CEE-EDF		23 837		2 531			21 306	
Udogec (Financement construction)	978 215	682 441		42 232			640 209	
APEL (Financement matériel)	100 491	12 231	16 695	11 101			17 825	
APEL (Financement aménagement BCD)	10 000	4 186		2 000			2 186	
Assurance (sinistre assurance alliance)	374 492	0	374 492	8 227			366 265	
AGEPIH (chaises ergonomiques)	1 389	0	1 389	77			1 312	
Ressources liées à la générosité du public								
Projet ou catégorie de projet 5								
Projet ou catégorie de projet 6								
...								
TOTAL	1 464 588	722 695	392 576	66 168	0	0	1 049 103	0

TABLEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU X)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	cumulées	
Pas de crédit-bail							
TOTAL							

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Néant				
TOTAL				

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU IX)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	2023-2024	2022-2023
Aides à l'emploi	16 075	25 797
Aides au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	5 380	4 560
Financement des formations par apprentissage		
Forfaits d'externat		
<i>dont forfait Etat</i>	629 835	631 921
<i>dont forfait Région</i>		
<i>dont forfait Département</i>	825 218	794 639
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	681 550	599 840
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics	2 158 058	2 056 756
Subventions État	1 416	4 165
Subventions Région		
Subventions Département	35 999	4 481
Subventions Communes et groupements de communes	435 351	375 401
Autres subventions d'exploitation	0	0
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>		
<i>dont autres subventions Prévention covid</i>	0	0
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	472 766	384 047
Total concours publics et subventions d'exploitation	2 630 824	2 440 803



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau
BP 409
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01